

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

Après les élections provinciales en Kanaky

Repoussées depuis deux ans, les élections provinciales en Kanaky se sont tenues le 28 juin 2026. Le précédent scrutin datait de 2019. En 2024, la tentative du gouvernement français d'imposer un élargissement d'envergure des listes électorales, contraire au processus de décolonisation, avait suscité une importante révolte populaire Kanak.

Au printemps 2026, 10 575 personnes ont été ajoutées au corps électoral. Il y avait environ 169 000 inscrit·es en 2019 ; 192 500 en 2026. En 2019, la participation était de 66,5% des inscrit·es, en 2026 elle est de 63,7%.

Les résultats des élections provinciales

Province Sud

Nombre d'électeurs et électrices : 127 421 / Votant·es : 84 028 / Taux de participation : 65,95 %

- Nationalistes français·es : 28 sièges.
- Indépendantistes : 7 sièges (FLNKS).
- Eveil océanien : 5 sièges.

Province Nord

Nombre d'électeurs et électrices : 43 023 / Votant·es : 26 504 / Taux de participation : 61,60 %

- Indépendantistes 19 sièges (UC-FLNKS, 10 ; UNI, 9).
- Nationalistes français·es : 3 sièges.

Province des Îles

Nombre d'électeurs et électrices : 22 093 / Votant·es : 12 134 / Taux de participation : 54,92 %

- Indépendantistes : 14 sièges (UC-FLNKS, 6 ; Nation autochtone, 6 ; PALIKA, 2).

Ces résultats définissent la composition du Congrès de Nouvelle-Calédonie

Nationalistes français : 24 sièges

Indépendantistes : 26 sièges (FLNKS, 16 ; UNI-PALIKA, 7 ; Dynamique autochtone, 3)

Eveil océanien : 3 sièges

La décolonisation demeure nécessaire

C'est au peuple Kanak de décider !

Avant comme après ces élections, c'est le droit à l'autodétermination du peuple Kanak, victime de la colonisation depuis 175 ans, qui doit être au cœur de l'action des forces émancipatrices. La date, le rythme, la forme, doivent être décidés par le peuple Kanak ; cela fait des dizaines d'années qu'il s'est engagé à le faire en respectant les « victimes de l'histoire », descendant·es de colons et de déportés installés en Kanaky depuis longtemps.

Ce n'est pas à l'Etat colonisateur de décider de l'avenir de la Kanaky, il doit accompagner le processus de décolonisation et assumer les conséquences du fait colonial.

Ce n'est pas non plus au peuple de France de décider à la place du peuple Kanak.

Non à l'apartheid !

Les nationalistes français·es, partisan·es de la Nouvelle-Calédonie française, ont multiplié ces derniers mois les déclarations et les actes discriminatoires vis-à-vis de la population Kanak, et notamment des jeunes.

Solidaires !

L'Union syndicale Solidaires ne prétend pas agir à la place des femmes et hommes de Kanaky, « dans les usines et dans les tribus » pour reprendre l'expression de nos camarades de l'Union syndicale des travailleurs Kanak et des exploités (USTKE). Prolongeant notre engagement anticolonialiste, notre rôle est d'informer sur la réalité coloniale, de soutenir celles et ceux qui luttent pour leur indépendance, d'être solidaires contre la répression.

Voilà à quoi nous continuerons de nous atteler, avec toutes les forces syndicales, associatives et politiques actives en France qui partagent cet engagement, tant au sein du [collectif national Solidarité Kanaky](#), en intersyndicale à chaque fois que ce sera possible, et plus largement grâce au [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

